



1 janvier – 30 juin 2026

Informations financières intermédiaires résumées de Titan Group



Déclarations des personnes responsables.....	02
Vue d'ensemble de la performance financière.....	03
Rapport sur l'examen des informations financières intermédiaires.....	07
États financiers consolidés intermédiaires résumés.....	09
Notes aux informations financières consolidées résumées intermédiaires.....	15

Les présentes informations financières consolidées résumées intermédiaires présentés aux pages 9 à 34 ont été approuvées par le Conseil d'administration du 29 juillet 2026.

Le Président du Conseil d'Administration

Dimitrios Papalexopoulos

Le Directeur Général

Michael Colakides

Directeur financier du Groupe (Group CFO)

Ioannis Ioannou

Le Directeur de la consolidation financière

Athanasios Ntanas

Déclaration des personnes responsables

Nous déclarons que, au mieux de notre connaissance :

a) Les informations financières consolidées intermédiaires résumées relatifs au premier semestre 2026 ont été établis conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) applicables à l'information financière intermédiaire et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de l'émetteur et des entreprises comprises dans la consolidation ; et

b) Le rapport de gestion intermédiaire contient un exposé fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les informations financières consolidées intermédiaires résumées, des principales transactions entre parties liées et de leur incidence sur les informations financières consolidées intermédiaires résumées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'année.

Le Président du Conseil d'Administration

Dimitrios Papalexopoulos

Directeur général de Titan SA

Michael Colakides

Vue d'ensemble de la performance financière

Groupe TITAN - Synthèse du premier semestre 2026

Le Groupe a enregistré un solide premier semestre, tant en termes de chiffre d'affaires que de rentabilité, soutenu par la contribution de trois acquisitions stratégiques dans le ciment – Traçim, Keystone et Vrats de l'Estuaire –, toutes finalisées au cours du premier semestre 2026. Le chiffre d'affaires du Groupe s'est élevé à 1,42 milliards d'euros, en hausse de 7 % en glissement annuel, dont environ 80 millions d'euros sont attribuables aux entreprises nouvellement acquises. La performance organique est également demeurée solide (+86 millions d'euros), le chiffre d'affaires ayant progressé dans l'ensemble des régions du Groupe pour le deuxième trimestre consécutif, soutenues par une hausse des volumes dans les granulats et le béton prêt à l'emploi, des volumes de ciment élevés et stables ainsi que par des prix améliorés. Aux États-Unis, la performance est restée solide en monnaie locale malgré des conditions de marché contrastées, le ralentissement de la demande en Floride ayant été largement compensé par le dynamisme de l'activité dans le segment Mid-Atlantic. La croissance des volumes a été principalement portée par les ventes de matériaux et de produits, tels que le béton prêt à l'emploi, les blocs et les cendres volantes. L'acquisition de la cimenterie Keystone, finalisée avec succès au cours de la période, contribue aux résultats consolidés du Groupe depuis le mois de mai. En Grèce, la dynamique de croissance s'est poursuivie sans relâche, portée par une demande en hausse dans l'ensemble des principales catégories de produits, un environnement de prix favorable et un vaste portefeuille de projets d'infrastructures et de construction commerciale en cours dans le pays. De nouvelles initiatives de croissance continuent également d'y être déployées, notamment avec l'entrée sur le marché des mortiers à la suite de la création d'une entreprise commune à la fin de l'exercice 2025. En Europe occidentale, dans un contexte où les marchés de la construction demeurent difficiles dans la plupart des pays, TITAN s'est attaché à intégrer Vrats de l'Estuaire en France et à accélérer la transition vers des produits à plus faible teneur en clinker. En Europe du Sud-Est, la performance est restée solide, grâce à une solide progression des volumes et à une dynamique favorable des prix, permettant à la région de continuer d'afficher les marges les plus élevées du Groupe. La région Méditerranée orientale est restée un moteur essentiel de la croissance du Groupe, soutenue par une demande intérieure robuste et des conditions tarifaires favorables en Égypte. Une étape importante a également été franchie avec le lancement, pour la première fois, des exportations de ciment de l'Égypte vers les États-Unis. En Turquie, la performance a bénéficié de la hausse des volumes consécutive à l'intégration de Traçim, complétée par l'amélioration des résultats opérationnels des activités historiques du Groupe dans le pays. L'EBITDA du Groupe a atteint 312 millions d'euros, en hausse de 8,7 % en glissement annuel, avec une contribution de 13 millions d'euros des activités récemment acquises, en cours d'intégration. La marge d'EBITDA s'est améliorée de 40 pb, soutenue par les initiatives d'amélioration de l'efficacité des coûts et les mesures internes de création de valeur (« Project PRIME »), malgré des effets non récurrents. Ceux-ci comprennent un arrêt prolongé d'une cimenterie en Floride à la suite d'une opération de maintenance programmée de l'usine, des retards dans les importations de ciment aux États-Unis dus à des perturbations de la logistique portuaire liées au conflit en Iran, ainsi que la hausse des coûts de production en Grèce à la suite des améliorations continues en matière de productivité et de sécurité dans une carrière de pouzzolane, entraînant un impact sur la production. Le bénéfice net après impôts et intérêts des minoritaires s'est élevé à 153 millions d'euros, en hausse de 124 %, soit 16 % à données comparables après ajustements de l'effet de périmètre. Cette performance a été réalisée malgré l'augmentation des dotations aux amortissements et de la charge d'impôt et a également bénéficié d'une contribution accrue de la joint-venture du Groupe au Brésil.

Les volumes de ciment ont atteint 9,5 millions de tonnes au premier semestre 2026, en hausse de 7 % en glissement annuel, bénéficiant de la contribution des entités récemment acquises. À données comparables, les volumes de ciment sont demeurés globalement stables, soutenus par la croissance enregistrée en Grèce, en Égypte et dans la plupart des pays d'Europe du Sud-Est, tandis que les volumes aux États-Unis ont été légèrement inférieurs à ceux de l'année précédente. Les volumes de béton prêt à l'emploi ont progressé de 1 % à données comparables, soutenus par la solide performance enregistrée en Grèce et par l'amélioration de la dynamique aux États-Unis au cours du deuxième trimestre. Les volumes de granulats ont augmenté de 7 %, la croissance s'accroissant pour atteindre 10 % au deuxième trimestre, portée par une forte demande en Grèce et en Floride. Les volumes de blocs ont progressé de 9 %, après des niveaux plus faibles en 2025. Enfin, les volumes de produits cimentiers alternatifs (ACM) ont reculé, la hausse des ventes de cendres volantes aux États-Unis ayant été plus que compensée par le recul des volumes en Grèce, à la suite de la fermeture temporaire de la carrière de pouzzolane afin de mettre en œuvre des améliorations en matière de productivité et de sécurité.

Examen du premier semestre 2026 par région

États-Unis

Aux États-Unis, les conditions de marché sont demeurées contrastées, l'intensité de l'activité dans les infrastructures et la demande du secteur non résidentiel privé, notamment pour les centres de données, compensant la faiblesse persistante du marché résidentiel. Dans ce contexte, les activités de TITAN en Amérique du Nord ont enregistré une progression du chiffre d'affaires tant au T2 qu'au S1 2026 (à données comparables), portée par la hausse des volumes dans la majorité des lignes de produits au cours du trimestre. Les résultats du deuxième trimestre ont toutefois été pénalisés par des événements défavorables temporaires en Floride, notamment un arrêt prolongé de la cimenterie de Pennsuco à la suite d'une opération de maintenance programmée, ainsi que par des perturbations de la logistique portuaire liées au conflit en Iran. L'impact cumulé de ces facteurs sur l'EBITDA trimestriel est estimé à plus de 6 millions d'euros et a été en partie compensé par une gestion rigoureuse des coûts. Abstraction faite de ces éléments ponctuels, la rentabilité sous-jacente est demeurée solide, grâce à des fondamentaux de marché favorables, à une politique tarifaire disciplinée et à l'excellence opérationnelle.

Dans le segment Mid-Atlantic, l'activité est demeurée soutenue, portée par les projets d'infrastructures et de construction commerciale, une demande dynamique de béton prêt à l'emploi en Virginie et dans les Carolines, ainsi que par la poursuite de la croissance des centres de données de haute technicité. L'amélioration de la performance du marché du béton prêt à l'emploi, portée par des volumes et des prix plus élevés, a permis de compenser la pression sur les prix dans les activités du ciment et des granulats. Au cours du trimestre, on a finalisé l'acquisition de la cimenterie Keystone, qui contribue d'ores et déjà à l'EBITDA et accroît les capacités de production de ciment sur les marchés intérieurs du Groupe, renforçant ainsi sa position stratégique dans la région. L'intégration se déroule conformément au calendrier prévu, avec une attention particulière portée à la fiabilité opérationnelle, à la qualité du service client, à l'excellence commerciale ainsi qu'au déploiement des compétences techniques et des solutions numériques de TITAN en Amérique du Nord. En Floride, les conditions de marché ont continué de bénéficier des investissements dans les infrastructures et de la construction non résidentielle privée, tandis que l'activité résidentielle est restée atone. Les volumes de blocs de béton et de cendres volantes ont néanmoins poursuivi leur progression, grâce à l'accent mis par le Groupe sur des produits différenciés et des solutions à valeur ajoutée, tandis que les prix de plusieurs produits ont été légèrement inférieurs à ceux de l'année précédente.

TITAN a également poursuivi le déploiement de sa stratégie d'innovation en obtenant les homologations des départements des transports (DoT) de Floride, de Virginie et de Caroline du Nord pour TriForce™, son ciment de nouvelle génération de type 1T, et en lançant xForm3D™, une technologie brevetée de béton imprimable en 3D destinée aux applications de construction automatisée et d'infrastructures résilientes. Ces initiatives s'inscrivent dans le prolongement des activités du TITAN America Innovation Hub, récemment créé afin d'accélérer le développement de matériaux intelligents, de solutions circulaires, de technologies numériques pour la construction et de systèmes d'infrastructures résilients. Le chiffre d'affaires en Amérique du Nord a progressé de 3 % à données comparables pour atteindre 749 millions d'euros, tandis que l'EBITDA s'est élevé 148 millions d'euros.

Grèce et Europe occidentale

En Grèce, la demande est demeurée soutenue, portée par le maintien d'un niveau élevé d'activité dans les infrastructures, le développement de l'immobilier commercial et certains projets résidentiels. Les grands chantiers, tels que l'Ellinikon, la ligne 4 du métro d'Athènes, le viaduc de Thessalonique, l'extension de l'aéroport international d'Athènes, le nouvel aéroport de Crète, ainsi que d'autres projets dans les domaines des transports, de l'énergie et des infrastructures portuaires, ont continué d'alimenter la demande. Le Groupe a par ailleurs renforcé son offre intégrée en Grèce, consolidant ses positions dans le béton prêt à l'emploi et les granulats grâce aux projets d'infrastructures, d'hôtellerie, de logistique, de centres de données et d'énergie. Les volumes de ciment, de béton prêt à l'emploi, de granulats et de mortiers ont poursuivi leur progression, soutenus par un important portefeuille de projets. Les équipes commerciales sont restées mobilisées autour d'une exécution rigoureuse de la stratégie commerciale, de l'excellence du service client et du développement des solutions à valeur ajoutée. L'environnement tarifaire est demeuré favorable, reflétant la bonne tenue du marché et la répercussion de la hausse des coûts de l'énergie et du CO2. Les investissements se sont poursuivis dans les domaines de la santé et de la sécurité, de la fiabilité opérationnelle, des combustibles alternatifs, des produits cimentaires alternatifs, des capacités de broyage, des infrastructures logistiques et des solutions numériques, afin de soutenir à la fois l'efficacité opérationnelle et les objectifs de développement durable. En Europe occidentale, les exportations ont évolué dans des conditions de marché contrastées. L'Italie est restée bien orientée, en particulier dans les régions bénéficiant des investissements publics dans les infrastructures et de la construction non résidentielle, tandis que le Royaume-Uni et la France ont continué d'évoluer dans un contexte de faible activité dans le secteur de la construction. En France, l'intégration de l'installation de broyage du Havre, récemment acquise, s'est poursuivie de manière satisfaisante, renforçant encore la plateforme commerciale du Groupe. Dans ce contexte, le Groupe a maintenu une approche commerciale rigoureuse, en s'appuyant sur sa plateforme d'exportation et son réseau de terminaux, tout en poursuivant sa transition vers des produits à plus faible teneur en clinker et des solutions adaptées aux besoins de ses clients. Au total, le chiffre d'affaires en Grèce et en Europe occidentale a progressé de 20 %, soit 11 % à données comparables, pour atteindre 310 millions d'euros, tandis que l'EBITDA a augmenté de 39 %, soit 28 % à données comparables, pour s'établir à 54 millions d'euros.

Europe du Sud-Est

Les activités de TITAN en Europe du Sud-Est ont enregistré une solide performance, portées par une demande soutenue et un environnement tarifaire favorable. Grâce à un mois de juin particulièrement dynamique, l'ensemble des marchés de la région a enregistré une hausse des volumes au T2, conduisant à une progression des volumes sur le S1 dans la plupart des pays, tandis que le marché régional est demeuré globalement stable à un niveau élevé. Malgré la hausse du coût des combustibles solides, la région a continué d'afficher des marges de rentabilité les plus élevées du Groupe.

En Albanie, l'activité dans le secteur de la construction est restée soutenue par les projets liés au tourisme, la construction résidentielle et les investissements immobiliers, même si la concurrence des importations a continué de peser sur le marché. Nous avons maintenu une politique tarifaire rigoureuse, amélioré l'efficacité logistique et la rétention de la clientèle, tout en lançant avec succès de nouveaux ciments à plus faible teneur en clinker. Au Kosovo, l'urbanisation, la construction résidentielle et la demande de logements individuels ont continué de soutenir la consommation de ciment. Au cours de la période, nous avons renforcé notre position commerciale grâce à des investissements logistiques, à l'amélioration de l'accompagnement de nos clients et au lancement de ciments haute performance à plus faible teneur en clinker. En Macédoine du Nord, les conditions de marché sont restées globalement stables, soutenues par un important portefeuille de grands projets d'infrastructures et d'énergie. Nous avons conforté notre solide position sur le marché en fournissant des solutions de béton prêt à l'emploi adaptées aux besoins spécifiques des grands chantiers d'infrastructures, dans un contexte de prix favorable et de poursuite de l'exécution des principaux contrats liés aux infrastructures de transport. En Serbie, la demande est demeurée globalement conforme à celle de l'année précédente, portée par la construction non résidentielle, notamment les projets liés à l'EXPO 2027, tandis que l'activité dans les infrastructures a ralenti après l'achèvement de plusieurs projets d'envergure. Notre performance a bénéficié d'un renforcement de notre position commerciale et de la diminution de la pression des importations consécutive à des mesures temporaires de protection commerciale. En Bulgarie, l'activité dans la construction s'est accélérée au T2 après un début d'année plus modéré, portée par les investissements dans les infrastructures et les programmes financés par l'Union européenne. La demande de logements est demeurée soutenue, tandis que les prix ont progressé afin de refléter la hausse des coûts et des charges liées au carbone. Au total, le chiffre d'affaires de la région a progressé de 7 % pour atteindre 211 millions d'euros, tandis que l'EBITDA s'est établi à 69 millions d'euros, en hausse de 4 % en glissement annuel, soit 3 % à données comparables.

Méditerranée orientale

La région Méditerranée orientale a de nouveau enregistré une solide performance malgré la volatilité géopolitique dans l'ensemble de la région. En Égypte, la demande sur le marché intérieur s'est modérée au début du T2 dans un contexte d'incertitudes régionales, avant de rebondir dès le mois de juin, à mesure que les tensions s'atténuaient et que la confiance des investisseurs se redressait. Par conséquent, S1 s'est ainsi soldé par une progression des ventes sur le marché intérieur et des prix, reflétant la hausse des coûts d'exploitation et la dépréciation de la monnaie, et soutenant la poursuite de la croissance du chiffre d'affaires et de l'EBITDA. Au cours de cette période, le Groupe a affiché une croissance des volumes tout en poursuivant le renforcement de sa plateforme d'exportation grâce à la mise en service de nouvelles infrastructures d'exportation et de stockage sur son site d'Alexandrie, améliorant ainsi son accès aux marchés internationaux et élargissant sa capacité d'exportation. Au T2, nous avons également mené à bien la première expédition de ciment d'Égypte vers les États-Unis, renforçant encore le rôle stratégique du pays au sein du réseau international d'approvisionnement de TITAN. Parallèlement, TITAN a poursuivi le déploiement de sa stratégie de développement durable avec la

conclusion d'un accord de long terme portant sur l'installation d'une centrale solaire sur le site de Beni Suef, afin d'accroître le recours aux énergies renouvelables et de réduire l'empreinte carbone de cette activité. En Türkiye, l'activité dans le secteur de la construction est demeurée soutenue par les programmes de rénovation urbaine, les projets de reconstruction à la suite des séismes et les investissements dans les infrastructures, en particulier dans la région de Marmara. Au cours de la période, l'intégration des activités de Traçim, récemment acquises, s'est déroulée avec succès, celles-ci opérant désormais au sein d'une organisation et d'une plateforme commerciale unifiées. Le Groupe a continué de mettre à profit son expertise technique afin de poursuivre ses initiatives d'excellence opérationnelle, notamment par le recours accru aux combustibles alternatifs, l'optimisation de la composition des ciments et le déploiement des meilleures pratiques sur les actifs récemment acquis, renforçant ainsi à la fois sa compétitivité et sa performance en matière de développement durable. Le chiffre d'affaires de cette région a progressé de 23 % à données comparables, pour atteindre 151 millions d'euros, soit une hausse de 25 % en données publiées, tandis que l'EBITDA s'est établi à 41 millions d'euros, en progression de 77 % en glissement annuel, ou de 73 % à données comparables.

Brésil (coentreprise)

Au Brésil, la consommation intérieure de ciment a progressé de 2,3 % au premier semestre 2026, tandis que dans la région où le Groupe est présent, elle a augmenté de 7,8 %, soit la plus forte progression enregistrée parmi toutes les régions du pays. Cette performance s'explique par la solidité du marché de l'emploi et la résilience de la construction résidentielle, portée par la poursuite du développement du programme de logements abordables « Minha Casa, Minha Vida ». Malgré des taux d'intérêt toujours élevés, cette région est demeurée l'un des marchés immobiliers les plus dynamiques du Brésil, avec un niveau soutenu de nouveaux projets immobiliers. Au premier semestre 2026, Apodi a enregistré une solide performance, le chiffre d'affaires passant de 50 millions d'euros au premier semestre 2025 à 61 millions d'euros, grâce à un environnement tarifaire favorable et à une forte progression des volumes au mois de juin. L'EBITDA a augmenté de 10 millions d'euros pour atteindre 22,5 millions d'euros, reflétant la discipline tarifaire et les gains d'efficacité réalisés dans la production, qui ont plus que compensé la hausse des coûts de l'énergie et du transport.

Investissements et financements

Trois acquisitions stratégiques, menées à un rythme accéléré dans le cadre de la stratégie TITAN Forward 2029, ont été finalisées plus tôt que prévu au cours du premier semestre 2026. D'autres investissements significatifs sont actuellement en cours, notamment la construction d'une nouvelle centrale solaire en Türkiye, dont la mise en service est attendue en 2027, ainsi que des initiatives d'amélioration de l'efficacité chez Keystone, axées sur la digitalisation et l'optimisation du réseau. Parallèlement, le Groupe continue de renforcer sa base de ressources à long terme en augmentant ses réserves de granulats et de matériaux cimentaires alternatifs (ACM).

Au S1 2026, les investissements (CapEx) ont atteint un niveau élevé de 160 millions d'euros, contre 127 millions d'euros, un an plus tôt. Cette hausse reflète principalement les investissements destinés à soutenir les opportunités de croissance organique, ainsi que les programmes de maintenance planifiés. Aux États-Unis, TITAN investit dans l'extension de la carrière de calcaire de son usine en Virginie ainsi que dans une nouvelle drague destinée à ses activités de granulats en Floride. En outre, une nouvelle centrale de béton prêt à l'emploi a été mise en service en Floride centrale en juillet 2026, tandis que la flotte de camions-malaxeurs fait l'objet d'un renouvellement continu.

En Grèce, le Groupe poursuit le renforcement de ses équipements de béton prêt à l'emploi, avec des investissements dans des pompes et des camions-bennes, ainsi que dans l'augmentation des capacités de stockage. Les investissements restent fortement orientés vers le développement des capacités d'utilisation des combustibles alternatifs, avec d'importantes dépenses d'investissement prévues dans les prochains trimestres sur le site de Thessalonique.

En Égypte, les investissements ont principalement concerné les infrastructures d'exportation, de nouveaux silos à ciment ainsi que les combustibles alternatifs. Par ailleurs, TITAN continue d'investir dans les technologies de pointe, en mettant l'accent sur le développement de produits innovants intégrant des matériaux intelligents permettant de réduire la teneur en clinker, d'accélérer la digitalisation des opérations et de promouvoir des méthodes de construction modernes.

Au T2 2026, TITAN America a lancé xForm3D, une technologie innovante de béton imprimable en 3D destinée à favoriser le développement d'une construction numérique et automatisée à haute performance, réduisant considérablement le recours aux coffrages traditionnels. La société a également obtenu les homologations des autorités américaines des transports (DOT) pour TriForce™, son ciment composé de type 1T de nouvelle génération, qui sera commercialisé en Floride, en Virginie et en Caroline du Nord.

Le flux de trésorerie d'exploitation disponible établi à 192 millions d'euros au 30 juin 2026, en hausse de 22 millions d'euros par rapport à la même période de l'année précédente. Cette évolution reflète toutefois des besoins accrus en fonds de roulement liés à l'intégration des nouvelles activités du Groupe en Türkiye, aux États-Unis et en France, ainsi que des charges financières plus élevées à la suite de l'émission obligataire réalisée en février 2026.

À fin juin 2026, le ratio d'endettement s'établissait à 1,4x, contre 1,1x à fin mars 2026, avec une dette nette de 877 millions d'euros. Cette hausse résulte principalement de la mise en œuvre de la stratégie de croissance externe du Groupe et de l'exécution de son programme d'investissements, à la suite de la finalisation des acquisitions aux États-Unis, en Türkiye et en France.

En début d'année, TITAN a émis avec succès une obligation de 350 millions d'euros, assortie d'un coupon de 3,50 % et arrivant à échéance en février 2031. La seule échéance de refinancement à venir concerne l'obligation de 250 millions d'euros arrivant à maturité début juillet 2027. TITAN continue par ailleurs de maintenir plus de 75 % de sa dette à taux fixe, offrant ainsi une protection contre une éventuelle remontée des taux d'intérêt. Le 7 juillet 2026, un dividende de 1,10 € par action au titre de l'exercice 2025 a été versé aux actionnaires. Enfin, lors de sa réunion du 29 juillet 2026, le Conseil d'administration a décidé de mettre fin au programme de rachat d'actions lancé en avril 2026 et de lancer, à compter du 3 août 2026, un nouveau programme de rachat d'actions pouvant atteindre 20 millions d'euros. Ce nouveau programme remplacera le précédent et devrait être achevé au plus tard le 31 mars 2027.

Perspectives

L'économie mondiale devrait poursuivre sa croissance en 2026, bien qu'à un rythme plus modéré et plus volatil, dans un contexte marqué par les tensions géopolitiques, la hausse des coûts de l'énergie et des conditions financières plus restrictives. L'investissement, les dépenses

d'infrastructure, la sécurité énergétique, la digitalisation et la résilience des chaînes d'approvisionnement demeurent les principaux moteurs de croissance.

Aux États-Unis, la croissance devrait rester modérée, soutenue par la résilience du marché du travail, les projets publics et l'investissement privé. La demande dans la construction devrait demeurer contrastée, les infrastructures, l'industrie manufacturière, les projets liés à l'énergie et les centres de données compensant la faiblesse persistante du marché résidentiel. TITAN continue de bénéficier de tendances structurelles favorables, notamment le renouvellement des infrastructures, la relocalisation industrielle (reshoring) et les investissements dans les infrastructures numériques.

L'économie grecque devrait rester résiliente, soutenue par l'investissement, les financements européens et la solidité du marché de l'emploi. La demande dans la construction devrait continuer d'être portée par les projets d'infrastructure, les développements liés au tourisme, la logistique, les centres de données et les activités de rénovation résidentielle. Dans l'ensemble de l'Europe du Sud-Est, l'activité économique devrait demeurer globalement dynamique grâce aux investissements dans les infrastructures, à la construction résidentielle et aux projets liés au tourisme, même si les coûts de l'énergie, les conditions de financement et le rythme d'exécution des investissements publics restent des variables importantes.

En Méditerranée orientale, la croissance devrait rester favorable malgré les incertitudes géopolitiques. En Égypte, les projets d'infrastructure, d'énergie et de logistique continuent de soutenir l'activité de construction, tandis qu'en Türkiye, la demande est portée par la rénovation, le renouvellement urbain et les investissements publics dans les infrastructures. TITAN demeure pleinement engagé dans l'exécution rigoureuse de sa stratégie Forward 2029 et dans la poursuite de l'excellence opérationnelle, tout en renforçant son portefeuille grâce à des investissements ciblés, à l'innovation et à des initiatives en matière de développement durable sur l'ensemble de son empreinte géographique diversifiée.

Pour 2026, nous relevons nos perspectives et anticipons une croissance du chiffre d'affaires à un chiffre élevé (« high single digits ») ainsi qu'une progression de l'EBITDA supérieure à celle du chiffre d'affaires, accompagnée d'une amélioration des marges. Cette performance devrait être soutenue par des volumes en hausse, une dynamique prix-coûts favorable et des contributions équilibrées entre croissance organique et intégration des acquisitions récentes. Les investissements (CapEx) devraient s'établir entre 300 et 350 millions d'euros, principalement consacrés à des projets de croissance et à des investissements stratégiques.



Au conseil d'administration de
Titan SA
Place Sainte Gudule 14
1000 Bruxelles

Rapport du commissaire sur l'examen limité des informations financières consolidées intermédiaires résumées pour la période close le 30 juin 2026

Introduction

Nous avons examiné l'état consolidé intermédiaire résumé de la situation financière de Titan SA et de ses filiales au 30 juin 2026, ainsi que le compte de résultat consolidé intermédiaire résumé, l'état consolidé intermédiaire résumé du résultat global, le tableau de l'état consolidé intermédiaire résumé des variations des capitaux propres et les tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie pour le semestre clos à cette date, ainsi que les notes explicatives (les « informations financières consolidées intermédiaires résumées »). Ces informations financières consolidées intermédiaires résumées font état d'un bilan qui s'élève à kEUR 4.320.423 et d'un compte de résultats qui se solde par un bénéfice après impôts pour la période de six mois de kEUR 163.141.

Le Conseil d'administration est responsable de la préparation et la présentation de ces informations financières consolidées intermédiaires résumées, conformément à la norme IAS 34, telle qu'adoptée par l'Union européenne, relèvent de la responsabilité du conseil d'administration.

Notre responsabilité consiste à émettre une conclusion sur ces informations financières consolidées intermédiaires résumées sur la base de notre examen limité.

Etendue de l'examen limité

Nous avons effectué notre examen limité conformément à la norme internationale ISRE 2410 « Examen limité d'information financière intermédiaire mise en œuvre par l'auditeur indépendant de l'entité ». Notre examen a consisté à la demande de renseignements, principalement auprès des responsables financiers et comptables, et à la mise en œuvre de procédures d'analyse et d'autres procédures d'examen limité. La portée de notre examen limité était considérablement moindre que celle d'un audit effectué conformément aux normes internationales d'audit et, en conséquence, ne nous a pas permis d'obtenir l'assurance d'avoir pris connaissance de tous les éléments significatifs qu'un audit aurait permis d'identifier. Nous n'exprimons donc pas une opinion d'audit.

pwc.be

PwC Bedrijfsrevisoren BV - PwC Reviseurs d'Entreprises SRL -
Financial Assurance Services - Maatschappelijke zetel/Siège
social: Culliganlaan 5, B-1831 Diegem T: +32 (0)2 710 4211,
BTW/TVA BE 0429.501.944 / RPR Brussel - RPM Bruxelles / ING
BE43 3101 3811 9501 - BIC BBRUBEBB / BELFIUS BE92 0689
0408 8123 - BIC GKCC BEBB

Conclusion

Sur la base de notre examen limité, aucun fait n'a été porté à notre connaissance nous laissant à penser que les informations financières consolidées intermédiaires résumées ci-jointes n'ont pas été établies, dans tous leurs aspects significatifs, conformément à la norme IAS 34, telle qu'adoptée par l'Union européenne.

Diegem, le 29 juillet 2026

Le commissaire
PwC Reviseurs d'Entreprises SRL
Représentée par

Didier Delanoye*
Réviseur d'Entreprises

*Agissant au nom de Didier Delanoye BV

Compte de résultat consolidé intermédiaire résumé

(tous les montants sont exprimés en milliers d'euros)

	Notes	Pour le semestre clos le 30/6	
		2026	2025
Ventes	5	1 419 686	1 328 570
Coût des ventes		-1 041 355	-983 617
Marge brute		378 331	344 953
Autres produits d'exploitation		7 162	5 977
Frais administratifs		-145 508	-125 791
Frais commerciaux et de marketing		-22 220	-20 065
Perte de valeur nette sur actifs financiers		-244	-948
Autres charges d'exploitation		-5 072	-3 177
Résultat avant pertes liées à une réduction de valeur du goodwill, charges financières nettes et impôts		212 449	200 949
Moins-value sur cession de filiales	8	–	-52 541
Plus-value monétaire nette dans les économies hyperinflationnistes		19 589	1 401
Produits financiers		9 307	5 412
Charges financières		-23 031	-22 240
Moins-value découlant des écarts de change		-4 246	-9 738
Charges financières nettes		1 619	-25 165
Quote-part dans les résultats des entreprises associées et joint-ventures	12	6 564	870
Bénéfice avant impôts		220 632	124 113
Impôts sur les résultats	7	-57 491	-46 821
Bénéfice après impôts		163 141	77 292
Attribuable aux :			
Actionnaires de la société mère		153 171	68 412
Intérêts minoritaires		9 970	8 880
		163 141	77 292
Résultat non dilué par action (en €)		2,0552	0,9204
Résultat dilué par action (en €)		2,0404	0,9122

Les principaux états financiers doivent être lus conjointement aux notes annexes.

État consolidé intermédiaire résumé du résultat global

(tous les montants sont exprimés en milliers d'euros)		Pour le semestre clos le 30/6	
		2026	2025
	Notes		
Bénéfice après impôts		163 141	77 292
Autres éléments du résultat global :			
Éléments pouvant être reclassés dans le compte de résultat			
Écarts de change résultant de la conversion d'opérations étrangères	18	46 784	-113 765
Reclassement de la réserve de conversion en devises en résultat lors de la cession d'une filiale	8	–	38 518
Écart de conversion sur les transactions désignées comme faisant partie de l'investissement net dans une opération étrangère		–	-2 420
Reclassement de la réserve de couverture de flux de trésorerie en résultat		-1 779	-1 819
Impôts relatifs à ces éléments	7	–	545
Autres éléments du résultat global pour la période, nets d'impôts		45 005	-78 941
Résultat global total pour la période, net d'impôts		208 146	-1 649
Attribuable aux :			
Actionnaires de la société mère		194 512	3 717
Intérêts minoritaires		13 634	-5 366
		208 146	-1 649

Les principaux états financiers doivent être lus conjointement aux notes annexes.

État consolidé intermédiaire résumé de la situation financière

(tous les montants sont exprimés en milliers d'euros)		Notes	30/06/2026	31/12/2025
Actif				
Immobilisations corporelles	9		2 277 341	1 667 646
Immeubles de placement			11 178	11 184
Goodwill	10		353 324	248 491
Immobilisations incorporelles	11		238 135	104 032
Investissements dans des entreprises associées et co-entreprises	12		143 344	134 546
Instruments financiers dérivés	13		17 506	23 855
Créances résultant du règlement intermédiaire sur dérivés	13		2 942	–
Autres actifs non courants			46 697	38 683
Actifs d'impôt différé	7		5 188	5 035
Total actif non courant			3 095 655	2 233 472
Stocks	19		463 160	405 208
Créances et acomptes versés	20		502 488	331 069
Créance d'impôt			42 802	42 702
Instruments financiers dérivés	13		–	15
Créances résultant du règlement intermédiaire sur dérivés	13		559	–
Trésorerie et équivalents de trésorerie			215 759	483 558
Total actif courant			1 224 768	1 262 552
Total Actif			4 320 423	3 496 024
Capitaux propres et passif				
Capitaux propres et réserves attribuables aux propriétaires de la société mère			2 063 255	1 954 427
Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)			141 256	129 311
Total capitaux propres (a)			2 204 511	2 083 738
Emprunts à long terme	13		984 833	520 055
Dettes d'obligation locative à long terme			68 190	62 253
Instruments financiers dérivés	13		4 114	–
Dettes résultant du règlement intermédiaire sur dérivés	13		19 009	24 086
Passif d'impôt différé	7		222 068	144 703
Obligations au titre des prestations de retraite			41 632	25 170
Provisions			78 333	66 046
Passifs sur contrat non courants			929	–
Autres passifs non courants			21 515	11 867
Total passif non courant			1 440 623	854 180
Emprunts à court terme	13		23 937	100 534
Dettes d'obligation locative à court terme			15 389	14 247
Instruments financiers dérivés	13		1 235	–
Dettes résultant du règlement intermédiaire sur dérivés	13		–	14
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	21		579 621	392 511
Passifs sur contrat courants			20 337	23 562
Impôt à payer			24 652	17 033
Provisions			10 118	10 205
Total passif courant			675 289	558 106
Total passif (b)			2 115 912	1 412 286
Total capitaux propres et passif (a+b)			4 320 423	3 496 024

Les principaux états financiers doivent être lus conjointement aux notes annexes.

Tableau de l'état consolidé intermédiaire résumé des variations des capitaux propres

(tous les montants sont exprimés en milliers d'euros)

Attribuable aux actionnaires de la société

	Actions ordinaires	Prime d'émission	Options sur actions	Actions propres ordinaires	Autres réserves (note 15)	Résultats reportés	Total	Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	Total capitaux propres
Solde au 1 janvier 2025	959 348	5 974	27 311	-76 497	-847 594	1 718 522	1 787 064	37 449	1 824 513
Bénéfice de l'exercice	–	–	–	–	–	68 412	68 412	8 880	77 292
Autres éléments du résultat global	–	–	–	–	-64 695	–	-64 695	-14 246	-78 941
Résultat global total (perte)/profit de l'exercice	–	–	–	–	-64 695	68 412	3 717	-5 366	-1 649
Impôts différés sur les actions propres détenues par la filiale	–	–	–	–	1 016	–	1 016	–	1 016
Dividendes distribués (note 16)	–	–	–	–	–	-223 551	-223 551	-747	-224 298
Achat d'actions propres (note 14)	–	–	–	-9 050	–	–	-9 050	–	-9 050
Actions propres utilisées pour le règlement des paiements fondés sur des actions (note 14)	–	–	-14 534	9 807	–	4 727	–	–	–
Vente - cession d'actions propres pour plan d'options sur actions (note 14)	–	–	–	34	–	-17	17	–	17
Programmes de paiements fondés sur des actions	–	–	5 062	–	–	–	5 062	–	5 062
Impôt sur les actions propres utilisées pour le règlement des paiements fondés sur des actions	–	–	–	–	–	1 521	1 521	–	1 521
Rendement sur capital	–	–	–	–	–	–	–	-1 708	-1 708
Modification de la participation sans perte de contrôle (note 8)	–	–	–	–	-28 147	276 116	247 969	99 351	347 320
Modification de la participation avec perte de contrôle (note 8)	–	–	–	–	-32 363	32 363	–	-28 353	-28 353
Transfert entre réserves (note 15)	–	–	-51	–	-2 440	2 491	–	–	–
Solde au 30 juin 2025	959 348	5 974	17 788	-75 706	-974 223	1 880 584	1 813 765	100 626	1 914 391

Les principaux états financiers doivent être lus conjointement aux notes annexes.

Tableau de l'état consolidé intermédiaire résumé des variations des capitaux propres (suite)

(tous les montants sont exprimés en milliers d'euros)

	Attribuable aux actionnaires de la société							Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	Total capitaux propres
	Actions ordinaires	Prime d'émission	Options sur actions	Actions propres ordinaires	Autres réserves (note 15)	Résultats reportés	Total		
Solde au 1 janvier 2026	959 348	5 974	23 479	-81 620	-995 650	2 042 896	1 954 427	129 311	2 083 738
Bénéfice de l'exercice	–	–	–	–	–	153 171	153 171	9 970	163 141
Autres éléments du résultat global	–	–	–	–	41 341	–	41 341	3 664	45 005
Résultat global total (perte)/profit de l'exercice	–	–	–	–	41 341	153 171	194 512	13 634	208 146
Nouvelle acquisition (note 8)	–	–	–	–	–	–	–	2 766	2 766
Impôts différés sur les actions propres détenues par la filiale	–	–	–	–	306	–	306	–	306
Dividendes distribués	–	–	–	–	–	-82 252	-82 252	-1 631	-83 883
Achat d'actions propres (note 14)	–	–	–	-6 480	–	–	-6 480	–	-6 480
Actions propres utilisées pour le règlement des paiements fondés sur des actions (note 14)	–	–	-13 712	11 217	–	2 495	–	–	–
Programmes de paiements fondés sur des actions	–	–	8 377	–	–	–	8 377	–	8 377
Charges découlant d'opérations sur le capital social	–	–	–	–	-540	-431	-971	-21	-992
Impôt sur les actions propres utilisées pour le règlement des paiements fondés sur des actions	–	–	–	–	–	2 220	2 220	–	2 220
Rendement sur capital	–	–	–	–	–	–	–	-1 693	-1 693
Modification de la participation (changement de la méthode de consolidation)	–	–	–	–	–	–	–	1 964	1 964
Comptabilisation de l'option de vente d'une participation ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	–	–	–	–	-6 884	–	-6 884	-3 074	-9 958
Transfert entre réserves (note 15)	–	–	–	–	-2 680	2 680	–	–	–
Solde au 30 juin 2026	959 348	5 974	18 144	-76 883	-964 107	2 120 779	2 063 255	141 256	2 204 511

Les principaux états financiers doivent être lus conjointement aux notes annexes.

Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie

(tous les montants sont exprimés en milliers d'euros)

	Notes	Pour le semestre clos le 30/6	
		2026	2025
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation			
Bénéfice après impôts		163 141	77 292
Impôts		57 491	46 821
Dépréciation et amortissement des actifs	9,11	99 507	85 981
Intérêts et charges assimilées		15 374	14 395
Provisions		6 994	8 641
Ajustements liés à l'hyperinflation		-15 064	241
Autres éléments hors trésorerie		3 132	15 016
Moins-value sur cession de filiales	8	–	52 541
Variations du fonds de roulement		-88 312	-71 984
Trésorerie générée par l'exploitation		242 263	228 944
Impôt payé		-26 120	-42 463
Trésorerie nette générée par les activités d'exploitation (a)		216 143	186 481
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement			
Paielements au titre des immobilisations corporelles	9	-155 944	-123 136
Paielements au titre des immobilisations incorporelles	11	-4 093	-3 976
Paielements pour autres activités d'investissement		-3 040	-2 634
Paielements au titre de l'acquisition d'une entreprise associée	8	-468 306	-3 471
Produit net de la cession de filiales	8	–	71 467
Produit de la vente d'immobilisations corporelles, incorporelles et d'immeubles de placement	9	857	603
Produit des dividendes		2 931	1 368
Intérêts reçus		6 177	4 654
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement (b)		-621 418	-55 125
Flux de trésorerie provenant des activités de financement			
Paielements résultant d'opérations sur le capital-actions		-1 382	-2 573
Produit net de la cession partielle d'une filiale	8	–	347 320
Dividendes versés		-1 346	-87
Paielements liés aux rachats d'actions		-6 480	-9 050
Produit de la vente d'actions propres		–	17
Intérêts et autres charges connexes payés		-18 275	-20 042
Principaux éléments des paielements liés aux contrats de location		-8 044	-7 507
Produits des emprunts et des instruments financiers dérivés		463 093	60 187
Paielements des emprunts et des instruments financiers dérivés		-281 684	-42 165
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement/liés à ces activités (c)		145 882	326 100
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (a)+(b)+(c)		-259 393	457 456
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		483 558	123 283
Ajustement du solde d'ouverture (note 2)		-5 488	–
Effets des variations des taux de change		-2 918	-23 746
Trésorerie et équivalents de trésorerie au terme de la période		215 759	556 993

Les Principaux états financiers doivent être lus conjointement aux notes annexes.

Contenu des notes aux informations financières consolidées résumées intermédiaires

	Page
1. Informations générales	16
2. Base d'établissement et résumé des principales méthodes comptables	16
3. Estimations	18
4. Caractère saisonnier des opérations	18
5. Information sectorielle	19
6. Nombre d'employés	20
7. Impôts sur les résultats	20
8. Acquisitions et cessions	21
9. Immobilisations corporelles	26
10. Goodwill	26
11. Immobilisations incorporelles	27
12. Investissements dans des entreprises associées et co-entreprises	27
13. Instruments financiers et évaluation de la juste valeur	28
14. Capital-actions et prime	30
15. Autres réserves	31
16. Dividendes	32
17. Imprévus et engagements	32
18. Écarts de change résultant de la conversion d'opérations étrangères	33
19. Stocks	33
20. Créances et acomptes versés	33
21. Dettes fournisseurs et autres créditeurs	33
22. Paiements fondés sur des actions	33
23. Événements postérieurs à la période de référence	34
24. Principaux taux de change	34

1. Informations générales

Titan S.A. (ci-après, la « Société mère » ou la « Société ») est une société anonyme de droit belge, immatriculée sous le numéro 0699.936.657. Son siège social est situé au 14, place Sainte-Gudule, 1000 Bruxelles, Belgique, tandis que son siège de direction effective est situé en République de Chypre, au 12, Andrea Zakou and Michail Paridi Street, MC Building, 2404 Egkomi, Nicosie, Chypre.

Les actions de la Société sont négociées sur Euronext Bruxelles avec une cotation parallèle sur Euronext Athènes et Euronext Paris. La Société et ses filiales (ci-après, collectivement, le « Groupe ») exercent leurs activités à l'échelle internationale dans le secteur des matériaux pour le bâtiment et les infrastructures. Elles produisent, commercialisent et distribuent une large gamme de matériaux de construction, notamment du ciment, du béton, des granulats, des blocs de béton, des mortiers secs et des cendres volantes. Le Groupe exerce principalement son activité en Grèce, dans les Balkans, en Égypte, en Türkiye, aux États-Unis et au Brésil.

Les présentes informations financières consolidées résumées intermédiaires (les « informations financières ») ont été approuvées pour publication par le Conseil d'administration le 29 juillet 2026.

2. Base d'établissement et résumé des principales méthodes comptables

Les présentes informations financières résumées intermédiaires pour le semestre clos le 30 juin 2026 ont été préparées par la direction conformément à la norme comptable internationale (IAS) 34 « Information financière intermédiaire ».

Les informations financières n'incluent pas toutes les informations et divulgations devant figurer dans les états financiers annuels du Groupe, et doivent être lues conjointement aux états financiers annuels du Groupe au 31 décembre 2025.

Des notes explicatives sélectionnées sont toutefois incluses pour expliquer les événements et les transactions présentant un intérêt pour la compréhension des variations de la situation financière et des performances du Groupe par rapport aux derniers états financiers annuels.

La langue officielle des présents informations financières est le français. Ils sont présentés en milliers d'euros et, sauf indication contraire, toutes les valeurs sont arrondies au millier (millier d'euros) le plus proche.

Les méthodes comptables adoptées lors de la préparation de l'informations financières consolidées intermédiaires résumées sont cohérentes avec celles suivies pour la préparation des états financiers annuels du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, à l'exception des normes, amendements et/ou interprétations nouveaux ou révisés obligatoires pour les périodes débutant le 1er janvier 2026 ou à une date ultérieure et ils sont applicables au Groupe.

Les amendements aux normes suivantes sont d'application obligatoire pour la première fois à partir de l'exercice comptable débutant au 1er janvier 2026 et ont été adoptés par l'Union européenne:

Amendements à IFRS 9 et à IFRS 7: La classification et la mesure des instruments financiers (entrée en vigueur le 1er janvier 2026). Le 30 mai 2024, l'IASB a publié des amendements à la norme IFRS 9 et à la norme IFRS 7 afin de:

- Clarifier la date de reconnaissance et de déconsolidation de certains actifs et passifs financiers, avec une nouvelle exception pour certains passifs financiers réglés par le biais d'un système de transfert électronique de fonds;
- Clarifier et ajouter des orientations supplémentaires pour évaluer si un actif financier répond au critère des paiements exclusivement de principal et d'intérêts (SPPI);
- Ajouter de nouvelles informations à fournir pour certains instruments dont les modalités contractuelles peuvent modifier les flux de trésorerie (comme certains instruments liés à la réalisation d'objectifs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG));
- Mettre à jour les informations à fournir pour les instruments de capitaux propres désignés à la juste valeur par le biais d'un autre élément du résultat global (FVOCI).

Amendements à IFRS 9 et à IFRS 7: Contrats d'électricité dont la production dépend de la nature (« renouvelable ») (en vigueur le 1er janvier 2026). Le 18 décembre 2024, l'IASB a publié des amendements à la norme IFRS 9 et à la norme IFRS 7 afin de:

- clarifier l'application des exigences en matière d'« usage personnel » ;
- autoriser la comptabilité de couverture si ces contrats sont utilisés comme instruments de couverture ; et
- de nouvelles exigences de divulgation pour permettre aux investisseurs de comprendre l'effet de ces contrats sur la performance financière et les flux de trésorerie d'une entreprise.

Améliorations annuelles Volume 11 (entre en vigueur le 1 January 2026). Les normes modifiées sont:

- IFRS 1 Première application des Normes internationales d'information financière;
- IFRS 7 Instruments financiers : informations à fournir et des indications supplémentaires pour la mise en œuvre d'IFRS 7;
- IFRS 9 Instruments financiers;
- IFRS 10 États financiers consolidés; et
- IAS 7 Tableaux des flux de trésorerie

2. Base d'établissement et résumé des principales méthodes comptables (Suite)

L'adoption de ces modifications n'a pas eu d'incidence significative sur les informations financières consolidées intermédiaires résumées du Groupe. Leurs effets se limitent principalement à la clarification d'exigences existantes, à des obligations supplémentaires en matière d'informations à fournir et à l'introduction d'un choix de méthode comptable concernant la décomptabilisation de certains passifs financiers réglés par des systèmes de paiement électronique. Le Groupe a choisi de continuer à décomptabiliser ces passifs à la date à laquelle les fonds sont transférés sur le compte du créancier.

Dans le cadre de son évaluation de ces modifications, le Groupe a réexaminé la présentation, dans l'état de la situation financière, des soldes de règlement résultant des opérations par cartes de crédit et de débit. Ce réexamen a conduit à reclasser 5 488 milliers d'euros de la trésorerie et des équivalents de trésorerie vers les créances clients et autres créances dans l'état de la situation financière d'ouverture au 1er janvier 2026. Ce reclassement concerne uniquement la présentation et n'a aucune incidence sur le résultat, les capitaux propres ou le montant total des flux de trésorerie nets.

La norme suivante a été publiée, mais son application n'est pas obligatoire pour la première fois pour l'exercice ouvert à compter du 1er janvier 2026 et elle a été adoptée par l'Union européenne :

IFRS 18 Présentation et informations à fournir dans les états financiers (entrée en vigueur le 1er janvier 2027). L'IASB a publié IFRS 18, la nouvelle norme sur la présentation et les informations à fournir dans les états financiers, en mettant l'accent sur les mises à jour de l'état des résultats. Les nouveaux concepts clés introduits dans IFRS 18 concernent :

- La structure de l'état des résultats ;
- Les informations nécessaires à fournir dans les états financiers pour certaines mesures de performance du résultat qui sont rapportées en dehors des états financiers de l'entité (c'est-à-dire les mesures de performance alternatives définies par la direction) ;
- Les principes améliorés sur l'agrégation et la désagrégation qui s'appliquent aux états financiers primaires et aux notes en général.

IFRS 18 remplacera IAS 1 ; bon nombre des autres principes existants dans IAS 1 sont conservés, avec des changements limités. IFRS 18 n'aura pas d'impact sur la reconnaissance ou la mesure des éléments dans les états financiers, mais cela pourrait modifier ce qu'une entité rapporte en tant que "bénéfice ou perte d'exploitation".

IFRS 18 s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2027 et s'applique également aux informations comparatives. Les changements de présentation et des informations nécessaires par IFRS 18 pourraient nécessiter des changements de système et de processus.

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation la norme IFRS 18, qui entre en vigueur pour les exercices annuels ouverts à compter du 1er janvier 2027, et évalue actuellement son incidence. Les travaux de mise en œuvre sont en cours et comprennent l'évaluation des principales activités opérationnelles, l'examen des systèmes et processus d'information financière ainsi que l'élaboration des modifications requises en matière de présentation et d'informations à fournir. Étant donné qu'IFRS 18 affecte principalement les exigences de présentation et d'informations à fournir et ne modifie pas les exigences de comptabilisation ou d'évaluation des normes comptables IFRS, son adoption ne devrait pas avoir d'incidence sur la comptabilisation ou l'évaluation des actifs, des passifs, des produits ou des charges. Toutefois, l'évaluation de son incidence sur la présentation de l'état du résultat net ainsi que sur les informations à fournir correspondantes n'est pas encore finalisée.

Les amendements aux normes suivantes ont été publiés mais ne sont pas encore obligatoires pour les exercices comptables débutant au 1er janvier 2026 et ne sont pas encore adoptés par l'Union européenne :

IFRS 19 Filiales sans obligation de rendre des comptes publics : Informations à fournir (entrée en vigueur le 1er janvier 2027). Le Conseil des normes comptables internationales (IASB) a publié une nouvelle norme comptable IFRS pour les filiales. La norme IFRS 19 'Filiales sans obligation de rendre des comptes publics : Informations à fournir' permet aux filiales éligibles d'utiliser les normes comptables IFRS avec des informations à fournir réduites. L'application de la norme IFRS 19 réduira les coûts de préparation des états financiers des filiales tout en maintenant l'utilité des informations pour les utilisateurs de leurs états financiers.

Amendements à IAS 21 « Les effets des variations des taux de change : Traduction vers une monnaie de présentation hyperinflationniste » (entrée en vigueur le 1er janvier 2027). L'IASB a publié des amendements à IAS 21 afin de préciser les procédures de traduction pour une entité dont la monnaie de présentation est celle d'une économie hyperinflationniste. L'entité applique ces amendements si :

- sa monnaie fonctionnelle est celle d'une économie non hyperinflationniste et qu'elle traduit ses résultats et sa situation financière dans la monnaie d'une économie hyperinflationniste ; ou
- elle traduit dans la monnaie d'une économie hyperinflationniste les résultats et la situation financière d'une opération étrangère dont la monnaie fonctionnelle est celle d'une économie non hyperinflationniste.

IFRS 20 Actifs Réglementaires et Passifs Réglementaires (entrée en vigueur le 1er janvier 2029). Le 27 mai 2026, l'IASB a publié une nouvelle norme comptable IFRS destinée aux entités soumises à un type spécifique de régulation tarifaire. La régulation tarifaire peut avoir une influence importante sur le montant et le moment de comptabilisation des revenus, du résultat et des flux de trésorerie d'une entité en déterminant : (a) le niveau de compensation qu'une entité est autorisée à facturer à ses clients pour les biens ou services réglementés fournis au cours d'une période ; et (b) le moment où cette compensation peut être intégrée dans les tarifs réglementés facturés aux clients.

IFRS 20 remplace IFRS 14, qui permettait aux entités de continuer à appliquer ses méthodes comptables antérieures pour la comptabilisation et l'évaluation des comptes de report réglementaires (regulatory deferral accounts) lors de la première adoption des normes IFRS. Les entités appliquant actuellement IFRS 14 devront abandonner leur pratique comptable actuelle relative aux soldes de report réglementaires et se conformer aux exigences d'IFRS 20 à compter de sa date d'entrée en vigueur.

3. Estimations

La préparation de l'informations financières consolidées intermédiaires résumées exige de la direction qu'elle procède à des jugements, des estimations et des hypothèses qui affectent l'application des méthodes comptables et, en conséquence, les montants déclarés des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. Toute mise à jour des estimations relatives à des sujets spécifiques est incluse dans la note correspondante des présentes informations financières consolidées intermédiaires résumées.

4. Caractère saisonnier des opérations

Le groupe est un fournisseur de ciment, de béton, d'agréats et d'autres matériaux de construction. Dans les pays tempérés, comme en Europe et en Amérique du Nord, la demande de ce type de produits est saisonnière. Le Groupe enregistre par conséquent habituellement des produits et un bénéfice d'exploitation inférieurs au cours des premier et quatrième trimestres, lorsque l'hémisphère nord connaît des conditions météorologiques défavorables. Par contraste, les ventes et la rentabilité ont tendance à être plus élevées au cours des deuxième et troisième trimestres, car l'activité de construction est soutenue par des conditions météorologiques propices.

5. Information sectorielle

Le Groupe est structuré aux fins de la gestion des informations en cinq secteurs opérationnels : Grèce et Europe occidentale, Amérique du Nord, Europe du Sud-Est, Méditerranée orientale et Co-entreprises. Chaque secteur opérationnel est un groupe de pays. Le regroupement des pays est principalement fondé sur leur proximité géographique.

Chaque région est sous la houlette d'un directeur général régional (Chief Executive Officer, CEO) qui rend compte au CEO du Groupe. Par ailleurs, le département Finances du Groupe est organisé par région pour un contrôle financier et un suivi des performances efficaces.

Aux fins de la prise des décisions, de l'allocation des ressources et de l'évaluation des performances, les résultats d'exploitation des unités commerciales sont surveillés séparément par la direction. Les performances des différents secteurs sont évaluées sur la base du résultat avant intérêts, impôts, dépréciation et amortissement (EBITDA). Le calcul de l'EBITDA intègre le résultat avant pertes liées à une réduction de valeur du goodwill, intérêts et impôts plus les amortissements et les dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles et l'amortissement des subventions publiques.

Informations par secteur opérationnel

(tous les montants sont exprimés en milliers d'euros)

	Période comprise entre le 01/01 et le 30/06									
	Grèce et Europe occidentale		Amérique du Nord		Europe du Sud-Est		Méditerranée Orientale		Total	
	2026	2025	2026	2025	2026	2025	2026	2025	2026	2025
Produits bruts	334 945	296 593	749 110	753 152	214 206	201 983	154 223	127 417	1 452 484	1 379 145
Ventes intersectorielles	-25 206	-38 573	-506	—	-3 687	-4 803	-3 399	-7 199	-32 798	-50 575
Produits provenant de clients externes	309 739	258 020	748 604	753 152	210 519	197 180	150 824	120 218	1 419 686	1 328 570
Bénéfice avant intérêts, impôts, dépréciation et amortissement (EBITDA)	53 697	38 747	148 316	158 656	69 154	66 508	40 789	23 019	311 956	286 930
Dépréciation et amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	-19 123	-16 695	-51 719	-47 542	-15 673	-15 510	-12 992	-6 234	-99 507	-85 981
Résultat avant pertes liées à une réduction de valeur du goodwill, charges financières nettes et impôts	34 574	22 052	96 599	111 114	53 480	50 998	27 796	16 785	212 449	200 949

ACTIF	Grèce et Europe occidentale		Amérique du Nord		Europe du Sud-Est		Méditerranée Orientale		Total	
	30/6/2026	31/12/2025	30/6/2026	31/12/2025	30/6/2026	31/12/2025	30/6/2026	31/12/2025	30/6/2026	31/12/2025
Total actif des secteurs hors co-entreprises	1 043 647	949 992	1 889 298	1 625 960	555 437	536 523	726 618	290 625	4 215 000	3 403 100
Investissements dans des co-entreprises	—	—	—	—	—	—	—	—	105 423	92 924
Total actif									4 320 423	3 496 024
PASSIF										
Total passif	730 137	513 323	916 278	730 258	198 481	89 947	271 016	78 758	2 115 912	1 412 286

Rapprochement du résultat

Le financement du Groupe (y compris les coûts et produits de financement) et l'impôt sur le revenu sont gérés au niveau du Groupe et ne sont pas attribués à un secteur d'activité particulier. Les produits et résultats de chaque secteur incluent les transferts entre secteurs. Ces transferts sont éliminés au moment de la consolidation.

6. Nombre d'employés

Le nombre moyen d'employés du Groupe pour la période considérée s'élevait à 6 065 (période précédente 6 038).

7. Impôts sur les résultats

Le Groupe calcule l'impôt sur les résultats de la période à l'aide du taux d'imposition qui serait applicable au résultat annuel total estimé.

Les principales composantes de l'impôt dans le compte de résultat consolidé intermédiaire et l'état intermédiaire du résultat global sont les suivantes :

	Pour le semestre clos le 30/6	
	2026	2025
<i>(tous les montants sont exprimés en milliers d'euros)</i>		
Impôt sur les résultats courants - charge	-35 935	-37 478
Complément d'impôt sur le revenu - 2e pilier	-1 039	-925
Provision pour autres impôts	-282	-10
Charge d'impôt différé	-20 235	-8 408
Impôt sur les résultats comptabilisé dans le compte de résultat	-57 491	-46 821
Impôt sur les résultats comptabilisé(e) dans les autres éléments du résultat global	–	545
Impôt sur les résultats total - (charge)	-57 491	-46 276

L'évolution du passif d'impôt différé net est analysée comme suit :

	2026	
	2026	2025
<i>(tous les montants sont exprimés en milliers d'euros)</i>		
Solde d'ouverture au 1/1	139 668	144 874
Charges fiscales de la période comptabilisés dans le compte de résultat	20 235	8 408
Impôt différé sur les actions propres détenues par la filiale (note 15)	-306	-1 016
Impôt sur les résultats comptabilisé(e) dans les autres éléments du résultat global	–	-545
Ajustement pour cause d'hyperinflation	5 582	3 559
Ajouts dus à une acquisition (note 8)	48 646	–
Sortie d'actif liée à la cession d'une filiale (note 8)	–	-23 587
Écarts de change	3 055	-16 551
Solde de clôture au 30/06	216 880	115 142

Les impôts différés sont calculés dans leur intégralité à partir des écarts temporaires selon la méthode du report variable, en utilisant les principaux taux d'imposition en vigueur dans les pays dans lesquels les sociétés du Groupe exercent leurs activités.

Le Groupe est soumis à la législation fiscale du deuxième pilier de l'impôt complémentaire minimum mondial et a appliqué la dérogation obligatoire de l'IAS 12 concernant la comptabilisation et la publication d'informations sur les actifs et passifs d'impôts différés liés aux impôts sur le revenu du deuxième pilier.

L'impôt complémentaire concerne les opérations du Groupe dans les pays suivants, où l'impôt statutaire s'élève à 10% : a) Kosovo, b) Macédoine du Nord et c) Bulgarie. Le Groupe a comptabilisé une charge d'impôt courante de 1 039 milliers d'euros liée à l'impôt complémentaire au cours du semestre clos le 30 juin 2026 (semestre clos le 30 juin 2025 : 925 milliers d'euros).

Un montant de 449,2 milliers d'euros est mis à la charge de la Société, tandis que des montants de 27,0 milliers d'euros et de 562,6 milliers d'euros sont mis à la charge des filiales du Groupe en Bulgarie et en Macédoine du Nord, respectivement.

8. Acquisitions et cessions

Acquisitions en 2026

Le 1er mai 2026, Titan America S.A., filiale du Groupe, a finalisé l'acquisition de 100 % du capital social de Keystone Cement Holding Inc. et de 100 % des parts sociales de Keystone Cement Company LLC (ci-après, collectivement, « Keystone »), pour une contrepartie en numéraire d'environ 236 millions d'euros (276 millions de dollars américains), sous réserve des ajustements usuels postérieurs à la clôture. Keystone exploite une cimenterie intégrée située en Pennsylvanie et dessert les marchés de Pennsylvanie, du New Jersey, du Maryland, du Delaware et de l'Ohio.

L'acquisition renforce l'activité cimentière de Titan America dans la région Mid-Atlantic, grâce à l'ajout d'une capacité de production stratégiquement implantée. L'acquisition devrait renforcer la diversification géographique du Groupe et générer des synergies opérationnelles et commerciales, grâce à l'intégration avec les activités cimentières existantes de Titan America dans le New Jersey et en Virginie, ses activités de traitement et de commercialisation des cendres volantes en Pennsylvanie et dans l'Ohio, ainsi que ses activités de production de béton prêt à l'emploi en Virginie.

Actifs acquis et passifs repris

Les justes valeurs provisoires des actifs et passifs identifiables à la date d'acquisition étaient les suivantes :

(tous les montants sont exprimés en milliers d'euros)		Justes valeurs provisoires de l'acquisition
		Keystone
Actif		
Immobilisations corporelles et gisements minéraux (note 9)		225 042
Immobilisations incorporelles (note 11)		2 721
Autres actifs non courants		3 546
Stocks		13 456
Créances et acomptes versés		10 295
Trésorerie et équivalents de trésorerie		132
Total actif		255 192
Passif		
Provisions, hors part courante		6 229
Passifs locatifs		1 427
Obligations au titre des prestations de retraite		16 296
Passif d'impôt différé		8 170
Autres passifs courants		845
Dettes fournisseurs et autres créditeurs		17 366
Total passif		50 333
Total actif net identifiable à la juste valeur		204 859
Goodwill résultant de l'acquisition (note 10)		31 106
Contrepartie transférée au titre de l'acquisition		235 965
Flux de trésorerie provenant de l'acquisition :		
Trésorerie versée pour l'acquisition d'une participation de 100 %		235 965
Trésorerie nette acquise auprès de la filiale		-132
Sorties de trésorerie nettes liées à l'acquisition		235 833

Au 30 juin 2026, l'allocation du prix d'acquisition est provisoire et reste soumise aux ajustements usuels postérieurs à la clôture, ainsi qu'à l'achèvement des travaux d'évaluation. En conséquence, les montants attribués aux actifs identifiables acquis, aux passifs repris et au goodwill pourront être ajustés au cours de la période d'évaluation (soit un an après la transaction).

Des coûts de transaction d'environ 5,5 millions d'euros (6,5 millions de dollars américains), dont 3,4 millions d'euros au premier semestre 2026 et 2,1 millions d'euros en 2025, ont été comptabilisés en charges sous la rubrique « Frais administratifs » du compte de résultat consolidé intermédiaire résumé. Ils sont intégrés aux flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles dans le tableau consolidé intermédiaire résumé des flux de trésorerie.

Cette information financière consolidée intermédiaire résumée comprennent les résultats de Keystone depuis la date de son acquisition

8. Acquisitions et cessions (Suite)

Le 17 février 2026, le Groupe a finalisé l'acquisition de 100 % du capital social de Caba Çimento Sanayi ve Ticaret A.Ş., ultérieurement renommée Titan Turkey Çimento Sanayi ve Ticaret A.Ş. Par cette acquisition, le Groupe a également pris le contrôle de ses filiales Traçım Çimento Sanayi ve Ticaret A.Ş. et AGT Gıda İnşaat Sanayi ve Pazarlama Ltd. Şti. La contrepartie transférée s'est élevée à 178,3 millions d'euros et a été réglée en numéraire.

L'acquisition renforce la présence du Groupe en Türkiye et accroît ses capacités de production de ciment, lui apportant ainsi des capacités supplémentaires et contribuant à la mise en œuvre de sa stratégie de croissance.

Actifs acquis et passifs repris

Les justes valeurs provisoires des actifs et passifs identifiables à la date d'acquisition étaient les suivantes :

(tous les montants sont exprimés en milliers d'euros)		Justes valeurs provisoires de l'acquisition
		Titan Turkey Group
Actif		
Immobilisations corporelles (note 9)		228 551
Immobilisations incorporelles (note 11)		107 970
Actifs d'impôt différé		1 785
Autres actifs non courants		36
Stocks		11 652
Créances et acomptes versés		24 567
Trésorerie et équivalents de trésorerie		2 560
Total actif		377 121
Passif		
Emprunts à long terme		96 060
Autres passifs non courants		1 665
Passif d'impôt différé		37 321
Provisions		257
Emprunts à court terme		27 556
Dettes fournisseurs et autres créditeurs		72 739
Total passif		235 598
Total actif net identifiable à la juste valeur		141 523
Goodwill lié à l'acquisition (note 10)		36 828
Investissement total		178 351
Flux de trésorerie provenant de l'acquisition :		
Contrepartie de l'achat d'une participation de 100%		178 351
Trésorerie nette acquise auprès de la filiale		-2 560
Sorties de trésorerie nettes liées à l'acquisition		175 791

Au 30 juin 2026, l'allocation du prix d'acquisition est provisoire et reste soumise aux ajustements usuels postérieurs à la clôture, ainsi qu'à l'achèvement des travaux d'évaluation. En conséquence, les montants attribués aux actifs identifiables acquis, aux passifs repris et au goodwill pourront être ajustés au cours de la période d'évaluation (soit un an après la transaction)..

Les coûts liés à l'acquisition des entités susmentionnées sont comptabilisés en charges dès qu'ils sont engagés et inclus dans les frais administratifs du compte de résultat consolidé. Au 30 juin 2026, le montant total des coûts liés à l'acquisition s'élevait à 1,0 million d'euros, dont 0,6 million d'euros comptabilisé au cours du semestre clos le 30 juin 2026 et 0,4 million d'euros en 2025.

Cette information financière consolidée intermédiaire résumée comprennent les résultats de Titan Turkey et de ses filiales depuis la date de son acquisition.

8. Acquisitions et cessions (Suite)

Le 31 janvier 2026, le Groupe a acquis 100 % du capital social de Vrac de l'Estuaire (« VDE »), une entreprise de broyage de ciment située au Havre, en France. Dans le cadre de cette acquisition, le Groupe a également acquis une participation indirecte de 56 % dans SHGTE, filiale de VDE. La contrepartie transférée s'est élevée à 58,6 millions d'euros et a été réglée en numéraire.

Cette acquisition renforce la présence du Groupe en France et développe sa plateforme dédiée au ciment et aux matériaux cimentaires alternatifs en Europe occidentale. L'entreprise acquise exploite une installation de broyage stratégiquement implantée dans le port du Havre. Elle contribue à la stratégie de croissance, d'innovation et de décarbonation du Groupe, tout en générant des synergies avec ses activités européennes existantes.

Actifs acquis et passifs repris

Le tableau ci-dessous présente les justes valeurs provisoires des actifs identifiables acquis et des passifs repris de VDE et de sa filiale (le « Groupe VDE ») à la date d'acquisition :

(tous les montants sont exprimés en milliers d'euros)		Justes valeurs provisoires de l'acquisition
		VDE Group
Actif		
Immobilisations corporelles (note 9)		31 647
Immobilisations incorporelles (note 11)		18 235
Stocks		2 978
Créances et acomptes versés		7 898
Trésorerie et équivalents de trésorerie		2 398
Total actif		63 156
Passif		
Emprunts à long terme		18 180
Passif d'impôt différé		4 951
Autres passifs non courants		32
Impôt à payer		358
Dettes fournisseurs et autres créditeurs		5 883
Total passif		29 404
Total actif net identifiable à la juste valeur		33 752
Participations ne donnant pas le contrôle		-94
Goodwill lié à l'acquisition (note 10)		24 965
Investissement total		58 623
Flux de trésorerie provenant de l'acquisition :		
Contrepartie de l'achat d'une participation de 100%		58 623
Trésorerie nette acquise auprès de la filiale		-2 398
Sorties de trésorerie nettes liées à l'acquisition		56 225

Au 30 juin 2026, l'allocation du prix d'acquisition est provisoire et reste soumise aux ajustements usuels postérieurs à la clôture, ainsi qu'à l'achèvement des travaux d'évaluation. En conséquence, les montants attribués aux actifs identifiables acquis, aux passifs repris et au goodwill pourront être ajustés au cours de la période d'évaluation (soit un an après la transaction).

Cette information financière consolidée intermédiaire résumée comprennent les résultats de VDE et de SHGTE depuis la date de son acquisition.

8. Acquisitions et cessions (suite)

Autres acquisitions

a) Le 2 mars 2026, le Groupe a acquis Marmodom, producteur de mortiers secs en Grèce, dans le cadre d'une transaction ayant regroupé Marmodom et les activités existantes de mortiers secs de Titan Cement Company S.A. au sein d'une nouvelle entité, Intermix Group S.A. (« Intermix »). Dans le cadre de la transaction, le Groupe a apporté son activité de mortiers secs, d'une juste valeur de 4,036 millions d'euros, et pris une participation de contrôle de 60 % dans Intermix.

La juste valeur des actifs nets identifiables acquis à la date d'acquisition s'élevait à 6,679 millions d'euros. La participation ne donnant pas le contrôle, qui représente les 40 % restants du capital d'Intermix, a été évaluée à 2,672 millions d'euros. En conséquence, un goodwill de 27 000 euros a été comptabilisé lors de l'acquisition. Le pacte d'actionnaires prévoit une option de vente portant sur la participation restante de 40 % ne donnant pas le contrôle (note 17).

L'acquisition renforce la position du Groupe sur le marché des mortiers secs et contribue à élargir son offre de produits, tout en générant des synergies opérationnelles et commerciales.

Cette information financière consolidée intermédiaire résumée comprennent les résultats de Intermix depuis la date de son acquisition.

b) Le 28 février 2026, le Groupe a acquis une participation supplémentaire de 20 % dans Ecorecovery S.A., société grecque spécialisée dans la gestion, le traitement et le négoce de déchets solides destinés à la production de combustibles alternatifs. À l'issue de la transaction, la participation du Groupe est passée de 48 % à 68 %, entraînant une prise de contrôle. La contrepartie transférée s'est élevée à 1,2 million d'euros et a été réglée en numéraire.

Cessions en 2025

Cession partielle de Titan America S.A.

Le 10 février 2025, la filiale belge du Groupe, Titan America S.A. (« Titan America »), société mère des activités du Groupe aux États-Unis, a mené à bien son introduction en bourse (« IPO ») à la Bourse de New York. L'opération comprenait 9 000 000 nouvelles actions ordinaires émises et vendues par Titan America, ainsi que 15 000 000 actions ordinaires existantes cédées par Titan S.A. au prix de l'offre, c'est-à-dire 16,00 dollars par action.

Pour faire face à l'excédent de demande, l'option de surallocation (greenshoe) a été partiellement exercée, de sorte que 580 756 actions supplémentaires ont été offertes par Titan S.A. À l'issue de l'introduction en bourse et de l'exercice de l'option de surallocation, le flottant s'est établi à 13,3 %.

Le Groupe a levé un produit brut total de 378 millions d'euros (393 millions de dollars) et un produit net des frais de cession de 347 millions d'euros. Au 11 mars 2025, une fois la transaction finalisée, le Groupe détient 159 781 709 actions ordinaires de Titan America, soit 86,7 % du total des actions ordinaires en circulation.

La transaction a été comptabilisée comme une cession partielle de la participation du Groupe dans Titan America, sans perte de contrôle. En conséquence, aucune plus-value ni aucune moins-value n'a été comptabilisée dans le compte de résultat consolidé. Les montants comptables des participations donnant et ne donnant pas le contrôle ont été ajustés de façon à refléter l'évolution des participations relatives. Les principaux effets de l'opération sont résumés ci-après :

(tous les montants sont exprimés en milliers d'euros)

Produit net de la cession d'une participation de 13,3 %	346 957
Actifs nets attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	-117 456
Augmentation des capitaux propres attribuables à la société mère	229 501
Décomposition	
Diminution des autres réserves	-28 298
Augmentation des résultats non distribués	257 799
	229 501

8. Acquisitions et cessions (Suite)

Cession d'Adocim Cimento Beton Sanayi ve Ticaret A.S.

Le 19 mai 2025, le Groupe a annoncé la finalisation de la cession de sa participation de 75 % dans Adocim Cimento Beton Sanayi ve Ticaret A.S., qui comprend des actifs cimentiers situés dans l'est de Türkiye. Cette opération s'inscrit dans les objectifs stratégiques de long terme du Groupe sur le marché turc. Le Groupe continuera d'exploiter des sites de broyage de ciment et de matériaux cimentiers supplémentaires dans d'autres régions de

Türkiye. Cette transaction a dégagé un produit net total de 71,5 millions d'euros. Le Groupe a constaté une moins-value de 51,9 millions d'euros inscrite en « Moins-value liée à la cession de filiales » dans le compte de résultat consolidé.

(tous les montants sont exprimés en milliers d'euros)

Immobilisations corporelles (note 9)	141 837
Immobilisations incorporelles	523
Autres actifs non courants	630
Trésorerie et équivalents de trésorerie	621
Autres actifs courants	29 516
Total Actif	173 127
Emprunts à long terme	7 732
Autres passifs non courants	603
Passif d'impôt différé	23 587
Emprunts à court terme	12 814
Autres passifs courants	14 557
Total passif	59 293
Actifs nets	113 834
Participation ne donnant pas le contrôle	-28 353
Actifs nets cédés	85 481
Autres éléments du résultat global cumulés reclassés au compte de résultat	38 518
Moins-value au titre de la cession, nette des frais de cession	-51 911
Contrepartie totale de la cession, nette des frais de cession	72 088
Trésorerie et équivalents de trésorerie cédés	-621
Flux de trésorerie liés aux cessions, nets des frais de cession	71 467

Acquisitions en 2025

Le 1er avril 2025, le Groupe a acquis 100 % du capital social de Latekat Sourlas S.A., une entreprise établie de carrières de granulats située dans la région de Thessalie, dans le centre de la Grèce. La contrepartie transférée s'est élevée à 3,329 millions d'euros et a été réglée en numéraire. La juste valeur des actifs nets identifiables acquis s'élevait à 3,329 millions d'euros, de sorte qu'aucun goodwill ni profit résultant d'une acquisition à des conditions avantageuses n'a été comptabilisé. Cette acquisition accroît les réserves de granulats à long terme du Groupe en Grèce et favorise la poursuite du développement de ses activités verticalement intégrées dans les granulats et les matériaux de construction.

9. Immobilisations corporelles

(tous les montants sont exprimés en milliers d'euros)			
	Actifs détenus en pleine propriété	Droits d'utilisation	Total immobilisations corporelles
Solde au 01/01/2026	1 592 806	74 840	1 667 646
Ajouts	145 831	10 113	155 944
Ajouts dus à une acquisition (note 8)	482 559	4 781	487 340
Changement de méthode de consolidation (note 8)	3 336	–	3 336
Capitalisation des intérêts	1 041	–	1 041
Cessions (valeur comptable nette)	-763	-187	-950
Amortissement/dépréciation	-80 813	-9 234	-90 047
Transferts depuis/vers d'autres comptes	1 135	188	1 323
Ajustement pour cause d'hyperinflation	23 137	335	23 472
Écarts de change	26 358	1 878	28 236
Solde de clôture au 30/06/2026	2 194 627	82 714	2 277 341
Solde au 01/01/2025	1 737 153	77 010	1 814 163
Ajouts	117 407	5 729	123 136
Ajouts dus à une acquisition (note 8)	376	–	376
Capitalisation des intérêts	419	–	419
Cessions (valeur comptable nette)	-599	-258	-857
Sortie d'actif liée à la cession d'une filiale (valeur comptable nette) (note 8)	-141 395	-442	-141 837
Amortissement/dépréciation	-71 377	-8 254	-79 631
Transferts depuis/vers d'autres comptes	428	4 859	5 287
Ajustement pour cause d'hyperinflation	19 896	–	19 896
Écarts de change	-136 710	-7 176	-143 886
Solde de clôture au 30/06/2025	1 525 598	71 468	1 597 066

Des actifs d'une valeur comptable nette de 950 milliers d'euros ont été cédés par le Groupe durant le semestre clos le 30 juin 2026 (01.01-30.06.2025 : 857 milliers d'euros), entraînant une moins-value nette de 93 milliers d'euros (du 01.01-30.6.2025 : moins-value nette de 254 milliers d'euros).

10. Goodwill

(tous les montants sont exprimés en milliers d'euros)		
	2026	2025
Solde d'ouverture au 01/01	248 491	273 482
Additions (note 8)	92 839	37
Cessions	–	-630
Ajustement pour cause d'hyperinflation	3 110	–
Écarts de change	8 884	-23 906
Solde de clôture au 30/06	353 324	248 983
Amérique du Nord	226 446	186 623
Bulgarie	44 810	44 810
Türkiye	39 579	–
France	24 966	–
Autres	17 523	17 550
Solde de clôture au 30/06	353 324	248 983

11. Immobilisations incorporelles

(tous les montants sont exprimés en milliers d'euros)

	2026	2025
Solde d'ouverture au 01/01	104 032	97 232
Ajouts	4 093	3 976
Ajouts dus à une acquisition (note 8)	128 821	4 795
Changement de méthode de consolidation (note 8)	12	–
Sortie d'actif liée à la cession d'une filiale (valeur comptable nette) (note 8)	–	-523
Transferts depuis/vers d'autres comptes	211	-82
Amortissement/dépréciation	-5 405	-3 750
Ajustement pour cause d'hyperinflation	8 815	333
Écarts de change	-2 444	-4 197
Solde de clôture au 30/06	238 135	97 784

12. Investissements dans des entreprises associées et co-entreprises

L'évolution des participations du Groupe dans des entreprises associées et des co-entreprises est analysée comme suit:

(tous les montants sont exprimés en milliers d'euros)

	30/6/2026	30/6/2025
Solde d'ouverture au 01/01	134 546	105 843
Part du bénéfice des entreprises associées et coentreprises	6 564	870
Changement de méthode de consolidation (note 8)	-3 264	–
Dividendes reçus	-2 931	-1 368
Augmentation de capital	116	865
Écarts de change	8 313	-170
Solde de clôture	143 344	106 040

13. Instruments financiers et évaluation de la juste valeur

Une comparaison par catégorie des valeurs comptables et des justes valeurs des instruments financiers du Groupe est présentée ci-dessous.

(tous les montants sont exprimés en milliers d'euros)

	Valeur comptable		Juste valeur	
	30/6/2026	31/12/2025	30/6/2026	31/12/2025
Actifs financiers				
Au coût amorti				
Autres actifs financiers non courants	13 898	14 682	13 898	14 682
Créances commerciales	325 208	213 189	325 208	213 189
Trésorerie et équivalents de trésorerie	215 759	483 558	215 759	483 558
Autres actifs financiers courants	82 633	47 567	82 633	47 567
Juste valeur par les autres éléments du résultat global				
Autres actifs financiers non courants	21	21	21	21
Juste valeur par le biais du compte de résultat				
Instruments financiers dérivés - non courants	17 506	23 855	17 506	23 855
Créances résultant du règlement intermédiaire de produits dérivés - non courantes	2 942	–	2 942	–
Autres actifs financiers non courants	16 334	13 452	16 334	13 452
Instruments financiers dérivés - courants	–	15	–	15
Créances résultant du règlement intermédiaire de produits dérivés - courantes	559	–	559	–
Autres actifs financiers courants	30	30	30	30
Passifs financiers				
Au coût amorti				
Emprunts à long terme	984 833	520 055	984 778	522 728
Autres passifs financiers non courants	–	16	–	16
Emprunts à court terme	23 937	100 534	23 937	100 534
Autres passifs financiers courants	450 710	359 284	450 710	359 284
Juste valeur par le biais du compte de résultat				
Autres passifs financiers non courants (option de vente, notes 8 et 17)	9 958	–	9 958	–
Instruments financiers dérivés - non courants	4 114	–	4 114	–
Dettes résultant du règlement intermédiaire de produits dérivés - non courantes	19 009	24 086	19 009	24 086
Instruments financiers dérivés - courants	1 235	–	1 235	–
Dettes résultant du règlement intermédiaire de produits dérivés - courantes	–	14	–	14

Selon les évaluations de la direction, la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les créances commerciales, les dettes fournisseurs, les découverts bancaires et autres passifs courants se rapprochent de leur valeur comptable, en raison principalement des échéances à court terme de ces instruments.

Au 30 juin 2026, les instruments financiers dérivés du Groupe se composent de swaps de taux d'intérêt multidevises (« CCIRS ») et de contrats de change à terme de gré à gré euro/dollar américain, destinés à couvrir les risques de taux d'intérêt et de change principalement liés aux prêts intragroupe.

13. Instruments financiers et évaluation de la juste valeur (suite)

Compensation des instruments financiers dérivés par le règlement intermédiaire de produits dérivés

Le tableau suivant présente les montants bruts des instruments financiers dérivés en relation avec leurs règlements intermédiaires, tels qu'ils sont présentés dans les états financiers consolidés au 30 juin 2026 et au 31 décembre 2025, afin de présenter la position nette totale en cours du Groupe.

Les règlements intermédiaires correspondent aux montants en espèces reçus ou versés en tant que garantie et, puisqu'ils ont déjà été réalisés, l'exposition du Groupe correspond au solde net en cours.

(tous les montants sont exprimés en milliers d'euros)

	Actif / Passif (-)		
	Juste valeur des instruments financiers dérivés	Règlement intermédiaire des instruments financiers dérivés	Solde net restant dû
Solde au 30 juin 2026			
Contrats à terme - échus en 2026	-1 235	559	-676
Swaps de devises - échus en 2027	9 664	-10 493	-829
Swaps de devises - échus en 2029	5 218	-7 245	-2 027
Swaps de devises - échus en 2031	-1 490	1 671	181
	12 157	-15 508	-3 351
Solde au 31 décembre 2025			
Contrats à terme - échus en 2026	15	-14	1
Swaps de devises - échus en 2027	13 169	-13 296	-127
Swaps de devises - échus en 2029	10 686	-10 790	-104
	23 870	-24 100	-230

Les instruments dérivés mentionnés ci-dessus sont principalement utilisés pour couvrir les paiements d'intérêts et l'exposition aux devises étrangères liés aux emprunts contractés par la filiale du Groupe aux États-Unis, TITAN America LLC, afin d'atténuer les risques de change et de taux d'intérêt.

Hiérarchie de la juste valeur

Le Groupe utilise la hiérarchie suivante pour déterminer et publier la juste valeur des actifs et des passifs, obtenue selon la méthode d'évaluation : Niveau 1 : à partir des prix cotés (non ajustés) observés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs similaires.

Niveau 2 : fondé sur des techniques d'évaluation selon lesquelles tous les éléments ayant un effet significatif sur la juste valeur sont observables, directement ou indirectement, et comprend les prix cotés d'actifs ou de passifs identiques ou similaires sur des marchés qui ne sont pas si activement négociés.

Niveau 3 : fondé sur des techniques d'évaluation selon lesquelles tous les éléments ayant un effet significatif sur la juste valeur ne sont pas des données de marché observables.

Le tableau suivant présente la hiérarchie de l'évaluation à la juste valeur des actifs et passifs du Groupe.

(tous les montants sont exprimés en milliers d'euros)

	Juste valeur		Hiérarchie de la juste valeur
	30/6/2026	31/12/2025	
Actif			
Immeubles de placement	11 178	11 184	Niveau 3
Autres actifs financiers non courants à la JVOCI	21	21	Niveau 3
Autre actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat	16 364	13 482	Niveau 3
Instruments financiers dérivés	17 506	23 870	Niveau 2
Créances résultant du règlement intermédiaire de produits dérivés	3 501	—	Niveau 2
Passif			
Emprunts à long terme	744 959	401 182	Niveau 2
Emprunts à long terme	239 819	121 546	Niveau 3
Emprunts à court terme	23 937	100 534	Niveau 3
Instruments financiers dérivés	5 349	—	Niveau 2
Dettes résultant du règlement intermédiaire de produits dérivés	19 009	24 100	Niveau 2
Autres passifs financiers non courants (option de vente, notes 8 et 17)	9 958	—	Niveau 3

Il n'y a eu aucun transfert entre les évaluations à la juste valeur de niveau 1 et 2 au cours de la période et aucun transfert vers ou depuis les évaluations à la juste valeur de niveau 3 durant le semestre clos le 30 juin 2026.

14. Capital-actions et prime

(tous les montants sont exprimés en milliers d'euros sauf indication contraire)

	Actions ordinaires		Prime d'émission	Total	
	Nombre d'actions	€'000	€'000	Nombre d'actions	€'000
Actions émises et entièrement libérées					
Solde au 1 janvier 2025	78 325 475	959 348	5 974	78 325 475	965 322
Solde au 30 juin 2025	78 325 475	959 348	5 974	78 325 475	965 322
Solde au 1 janvier 2026	78 325 475	959 348	5 974	78 325 475	965 322
Solde au 30 juin 2026	78 325 475	959 348	5 974	78 325 475	965 322

	Nombre d'actions	€'000
Actions propres		
Solde au 1 janvier 2025	4 097 622	76 497
Actions propres achetées	220 599	9 050
Actions propres utilisées pour le règlement des paiements fondés sur des actions	-506 398	-9 807
Actions propres vendues	-1 742	-34
Solde au 30 juin 2025	3 810 081	75 706
Solde au 1 janvier 2026	3 950 347	81 620
Actions propres achetées	129 360	6 480
Actions propres utilisées pour le règlement des paiements fondés sur des actions	-528 355	-11 217
Solde au 30 juin 2026	3 551 352	76 883

Au premier semestre 2026, le cours moyen de l'action de Titan S.A. s'établit à 50,40 euros (2025 : 40,89 euros) et le cours de clôture au 30 juin 2026 à 51,85 euros (31 décembre 2025 : 52,70 €).

15. Autres réserves

(tous les montants sont exprimés en milliers d'euros)

	Réserve légale	Réserve non distribuable	Réserve distribuable	Réserve de réorganisation	Réserves pour imprévus	Réserves exonérées d'impôt en vertu de lois spéciales	Réserves de réévaluation et autres réserves	Réserve pour écarts actuariels	Réserves de couverture sur couvertures des flux de trésorerie	Ecarts de conversion sur instruments dérivés	Réserve d'hyperinflation	Réserve de conversion de devises étrangères	Total autres réserves
Solde au 1 janvier 2025	209 575	70 250	338 572	-1 188 374	57 006	68 116	25 832	175	24 923	41 115	147 689	-642 473	-847 594
Autres éléments du résultat global	—	—	—	—	—	—	—	—	—	-1 819	-90 481	27 605	-64 695
Impôts différés sur les actions propres détenues par la filiale	—	—	—	—	—	—	1 016	—	—	—	—	—	1 016
Modification de la participation sans perte de contrôle (note 8)	-448	—	—	—	—	—	-293	—	-6 294	—	—	-21 112	-28 147
Modification de la participation avec perte de contrôle (note 8)	-1 676	—	—	—	—	—	—	—	—	—	-30 687	—	-32 363
Transfert entre réserves	75	-2 849	19 500	—	51	-18 752	-465	—	—	—	—	—	-2 440
Solde au 30 juin 2025	207 526	67 401	358 072	-1 188 374	57 057	49 364	26 090	175	18 629	39 296	26 521	-635 980	-974 223
Solde au 1 janvier 2026	207 451	73 397	341 072	-1 188 374	57 632	49 366	17 804	-95	21 305	41 901	28 418	-645 527	-995 650
Autres éléments du résultat global	—	—	—	—	—	—	—	—	-1 779	—	17 228	25 892	41 341
Impôts différés sur les actions propres détenues par la filiale	—	—	—	—	—	—	306	—	—	—	—	—	306
Charges découlant d'opérations sur le capital social	—	—	—	—	-540	—	—	—	—	—	—	—	-540
Transfert depuis les options sur actions (note 17)	—	—	—	—	—	—	-6 884	—	—	—	—	—	-6 884
Transfert entre réserves	60	-8 324	8 324	—	—	-2 367	-373	—	—	—	—	—	-2 680
Solde au 30 juin 2026	207 511	65 073	349 396	-1 188 374	57 092	46 999	10 853	-95	19 526	41 901	45 646	-619 635	-964 107

16. Dividendes

Pour la période close le 30.06.2026

Dividendes distribués

L'Assemblée générale annuelle des Actionnaires qui s'est tenue le 8 mai 2026 a approuvé la distribution d'un dividende brut de 1,10 euro par action à tous les actionnaires de la Société inscrits au registre au 2 juillet 2026. Ce dividende a été versé le 7 juillet 2026.

Pour la période close le 30.06.2025

Dividendes versés

L'Assemblée générale annuelle des Actionnaires qui s'est tenue le 8 mai 2025 a approuvé la distribution d'un dividende brut de 3,0 euro par action à tous les actionnaires de la Société inscrits au registre au 1er juillet 2025. Ce dividende a été versé le 3 juillet 2025.

17. Imprévus et engagements

Passifs éventuels

(tous les montants sont exprimés en milliers d'euros)

	30/6/2026	31/12/2025
Lettres de garantie bancaire	30 769	28 345
	30 769	28 345

Actifs éventuels

(tous les montants sont exprimés en milliers d'euros)

	30/6/2026	31/12/2025
Lettres de garantie bancaire sécurisant des créances commerciales	44 828	14 021
Autres garanties sur des créances commerciales	1 394	1 221
	46 222	15 242
Garanties sur d'autres créances	11 903	13 928
	58 125	29 170

Litiges

Beni Suef Cement Company SAE (BSCC) a engagé une procédure à l'encontre de l'Industrial Development Authority concernant le taux d'intérêt applicable à une redevance de licence de EGP 251 million, soutenant que le taux légal de 4 % par an s'applique plutôt que le taux de la Banque centrale d'Égypte (compris entre 9 % et 19 %). La demande a été rejetée en première instance le 25 novembre 2025 et BSCC a interjeté appel. L'audience d'appel a été reportée au 26 septembre 2026.

Engagements

Engagements en capital

(tous les montants sont exprimés en milliers d'euros)

	30/6/2026	31/12/2025
Immobilisations corporelles	660	5 171

Engagements contractuels

Dans le cadre des opérations en cours en Floride, les filiales américaines du Groupe ont conclu plusieurs accords d'approvisionnement en matières premières et en fournitures industrielles. Ces accords comprennent notamment un contrat pluriannuel portant sur l'achat de granulats de construction aux prix du marché en vigueur.

Engagement d'achat de gaz naturel

La Société a également conclu chaque année depuis 2020 des contrats de fourniture de capacité avec un négociant en gaz naturel. Au 30 juin 2026, il restait 2 630 MMBtu de capacité engagée jusqu'au 31 mars 2027. La tarification prévue par le contrat de capacité est fondée sur les prix de règlement du gaz naturel Florida Gas Transmission Zone 3 pour le mois suivant, majorés d'une composante variable de base.

Engagements d'investissement en fonds propres

Au 30 juin 2026, Tithys Holding Limited avait des engagements de capital en cours de 9,1 millions d'euros, correspondant principalement à 5,7 millions d'euros engagés dans Fifth Wall React Fund L.P. et à 3,3 millions d'euros engagés dans Zacua Ventures Fund II.

17. Imprévus et engagements (Suite)

Engagements de rachat de participations ne donnant pas le contrôle — option de vente Intermix (note 8)

Dans le cadre du processus d'acquisition de certaines entités, le Groupe a accordé à des actionnaires tiers la possibilité d'exiger du Groupe qu'il achète leurs actions à des conditions prédéterminées (option de vente). Le Groupe applique la méthode comptable suivante pour comptabiliser les options de vente :

- La participation ne donnant pas le contrôle se voit tout de même attribuer sa part du résultat (et des autres variations des capitaux propres).
- La participation ne donnant pas le contrôle est reclassée en passif financier à chaque date de clôture, comme si l'acquisition avait eu lieu à cette date.
- Tout écart entre la juste valeur du passif au titre de l'option de vente à la clôture de la période de présentation de l'information financière et la participation ne donnant pas le contrôle reclassée est comptabilisé conformément à la méthode comptable du Groupe applicable aux acquisitions de participations ne donnant pas le contrôle.

Si l'option de vente est finalement exercée, le montant comptabilisé au titre du passif financier à cette date sera éteint par le paiement du prix d'exercice. Si l'option de vente expire sans être exercée, la position sera dénouée de sorte que les participations ne donnant pas le contrôle à cette date sont reclassées à nouveau en capitaux propres et que le passif financier est décomptabilisé.

Dans le cadre de l'acquisition d'Intermix (note 8), le Groupe a accordé à l'actionnaire ne détenant pas le contrôle une option de vente portant sur sa participation restante de 40 %. Conformément à la méthode comptable du Groupe décrite ci-dessus, un passif financier de 9,958 millions d'euros a été comptabilisé au 30 juin 2026 et présenté dans les autres passifs non courants. La comptabilisation du passif a entraîné la décomptabilisation de la participation ne donnant pas le contrôle correspondante, l'écart étant comptabilisé directement dans les capitaux propres (autres réserves).

18. Écarts de change résultant de la conversion d'opérations étrangères

Pour la période se terminant le 30.6.2026 :

Le Groupe a comptabilisé des écarts de conversion positifs sur la conversion des activités à l'étranger, à hauteur de 46,8 millions d'euros, résultant principalement de la dépréciation de l'euro par rapport au dollar américain (gain de 28,0 millions d'euros), au lek albanais (gain de 3,5 millions d'euros) et au réal brésilien (gain de 8,3 millions d'euros). La dépréciation de la livre turque par rapport à l'euro s'est traduite par une perte de 10,1 millions d'euros. Toutefois, un gain de 17,3 millions d'euros a été comptabilisé dans les autres éléments du résultat global au titre de la conversion des activités à l'étranger, du fait de la réévaluation des capitaux propres des filiales turques liée à l'application de la norme IAS 29 – Information financière dans les économies hyperinflationnistes.

Pour la période se terminant le 30.6.2025 :

113,8 millions d'euros, principalement en raison de l'appréciation de l'euro par rapport au dollar américain (moins-value de 99,1 millions d'euros), à la livre égyptienne (moins-value de 7,5 millions d'euros) et à la livre turque (moins-value de 27,1 millions d'euros). En outre, une plus-value de 20,2 millions d'euros a été comptabilisée dans les écarts de change sur la conversion des opérations à l'étranger dans les autres éléments du résultat global, en raison de l'indexation des capitaux propres des filiales turques due à l'application de la norme IAS 29 - Information financière dans les économies hyperinflationnistes.

19. Stocks

Les stocks ont enregistré une augmentation nette de 58,0 millions d'euros, principalement imputable à l'intégration des entités nouvellement acquises (27,5 millions d'euros), à des effets de change favorables (7,1 millions d'euros) et à des niveaux de production de clinker plus élevés.

20. Créances et acomptes versés

Les créances et charges payées d'avance ont augmenté de €171,4 million, principalement sous l'effet de €61,9 million provenant des entités nouvellement acquises et de la hausse des créances clients résultant de la croissance du chiffre d'affaires, soutenue par une demande résiliente et la saisonnalité normale de l'activité.

21. Dettes fournisseurs et autres créditeurs

Les dettes fournisseurs et autres créditeurs ont augmenté de €187,1 millions net, reflétant principalement €43,7 millions de passifs repris dans le cadre de l'acquisition de nouvelles entités, €82,3 millions liés aux distributions de dividendes, €15,1 millions d'impôts à payer supplémentaires et €4,8 millions résultant de mouvements de change défavorables.

22. Paiements fondés sur des actions

Au cours du semestre clos le 30 juin 2026, le Groupe a mis en place un plan d'intéressement à long terme supplémentaire (le « Plan C-LTI ») au titre de la Politique de rémunération 2026. Ce plan s'applique au président du Comité exécutif du Groupe et prévoit des attributions sous forme d'actions soumises à restrictions et d'actions de performance, réglées en actions Titan S.A. Les actions soumises à restrictions sont assorties de conditions de présence continue. Les actions de performance sont quant à elles soumises à une condition de présence continue ainsi qu'à l'atteinte d'objectifs de performance définis. Les attributions effectuées dans le cadre du plan sont soumises à une période d'acquisition des droits de sept ans. Le Plan C-LTI est comptabilisé comme une transaction dont le paiement est fondé sur des actions et réglé en instruments de capitaux propres. Au cours de la période, le Groupe a attribué 9 828 actions soumises à restrictions et 9 828 actions de performance dans le cadre du Plan C-LTI.

23. Événements postérieurs à la période de référence

Il n'existe aucun événement postérieur au 30 juin 2026 susceptible d'influer de manière significative sur la situation financière du Groupe.

24. Principaux taux de change

Cours au comptant	30/6/2026	31/12/2025	30/6/2026 vs 31/12/2025
€1 = USD	1,14	1,18	-3,03 %
€1 = EGP	56,12	56,01	0,20 %
€1 = ALL	94,14	96,77	-2,72 %
€1 = TRY	53,13	50,33	5,57 %
€1 = BRL	5,90	6,44	-8,33 %
€1 = RSD	117,37	117,28	0,07 %
Taux Moyens	Moy. 6 mois 2026	Moy. 6 mois 2025	Moy. 6 mois 2026 vs. 6 mois 2025
€1 = USD	1,17	1,09	6,70 %
€1 = EGP	58,99	55,18	6,90 %
€1 = ALL	95,83	98,68	-2,89 %
€1 = TRY	51,98	41,12	26,41 %
€1 = BRL	6,01	6,29	-4,44 %
€1 = RSD	117,39	117,18	0,18 %